

DÉLIBÉRATION N° 5.01
DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 07 DÉCEMBRE 2022
RÉGULIÈREMENT CONVOQUÉ LE 29 NOVEMBRE 2022
AU PALAIS DES CONGRÈS DE MONTÉLIMAR
SOUS LA PRÉSIDENTE DE M. JULIEN CORNILLET

L'an deux mille vingt-deux, le 07 décembre à 18 h 30, le Conseil Communautaire s'est réuni au Palais des Congrès de Montélimar, sous la présidence de Monsieur Julien CORNILLET.

PRÉSENTS : M. Yannick ALBRAND, M. Bruno ALMORIC, M. Hervé ANDEOL, Mme Valérie ARNAVON, Mme Anne BELLE, M. Pascal BEYNET, M. Daniel BUONOMO, Mme Régina CAMPELLO, Mme Françoise CAPMAL, M. Fermin CARRERA, M. Laurent CHAUVÉAU, M. Daniel COIRON, M. Yves COURBIS, M. Julien DECORTE, M. Allain DORLHIAC, Mme Josiane DUMAS, M. Julien DUVOID, Mme Christel FALCONE, Mme Marielle FIGUET, Mme Cécile GILLET, M. Jacky GOUTIN, M. Norbert GRAVES, M. Hervé ICARD, M. Vanco JOVEVSKI, M. Damien LAGIER, M. Laurent LANFRAY, M. Jean-Pierre LAVAL, M. Yves LEVEQUE, M. Cyril MANIN (jusqu'à la délibération n° 2.02 et à partir de la délibération n° 5.00), Mme Emeline MEHUKAJ, Mme Fabienne MENOVAR, Mme Sandrine MOURIER, M. Eric PHELIPPEAU, Mme Marie-Pierre PIALLAT, M. Dorian PLUMEL, Mme Françoise QUENARDEL, M. Jacques ROCCI, M. Christophe ROISSAC, Mme Ghislaine SAVIN, M. Michel THIVOLLE, Mme Sylvie VERCHERE, Mme Catherine VIALE, Mme Vanessa VIAU, M. Jean-Luc ZANON.

POUVOIRS : Mme Patricia BRUNEL-MAILLET (pouvoir à M. Laurent LANFRAY), Mme Sandra CEYTE (pouvoir à M. Julien DUVOID), M. Jean-Bernard CHARPENEL (pouvoir à M. Jean-Luc ZANON), Mme Aurèle DESRAYAUD (pouvoir à M. Christophe ROISSAC), M. Jean-Michel GUALLAR (pouvoir à Mme Fabienne MENOVAR), M. Philippe LHOTTELLIER (pouvoir à Mme Anne BELLE), Mme Marie-Christine MAGNANON (pouvoir à Mme Emeline MEHUKAJ), Mme Sandrine MAGNETTE (pouvoir à Mme Sylvie VERCHERE), Mme Florence MERLET (pouvoir à M. Fermin CARRERA), Mme Chloé PALAYRET-CARILLION (pouvoir à Mme Ghislaine SAVIN), Mme Maryline ROISSAC (pouvoir à Mme Marielle FIGUET), Mme Demet YEDILI (pouvoir à M. Cyril MANIN).

EXCUSÉS : M. Chérif HEROUM, Mme Danièle JALAT.

ABSENTS : M. Karim BENSID-AHMED, M. Jean-Frédéric FABERT, M. Cyril MANIN (à partir de la délibération n° 3.00 et jusqu'à la délibération n° 4.02), M. Karim OUMEDDOUR,

Secrétaire de séance : Mme Valérie ARNAVON.

5.01 _ EXPLOITATION DU SERVICE PUBLIC DE TRANSPORTS URBAINS DE PERSONNES -CHOIX DU MODE DE GESTION À COMPTER DU 1^{ER} JANVIER 2024

Mme Françoise QUENARDEL, Vice-présidente, rapporteur expose à l'assemblée :

La compétence transports urbains a été transférée le 1er janvier 2010 à la Communauté de Communes Montélimar-Sésame à laquelle s'est substituée, depuis le 1er janvier 2014, la Communauté d'Agglomération Montélimar-Agglomération.

L'exploitation du service public de transports urbains de personnes sur le territoire de la Communauté d'Agglomération Montélimar-Agglomération, autorité organisatrice du service, est actuellement assurée dans le cadre d'un contrat de délégation de service public qui arrivera à échéance le 31 décembre 2023.

A l'approche de cette échéance, il importe que l'Assemblée délibérante de la Communauté d'Agglomération se prononce sur l'avenir de ce service public. En cette question, l'autorité organisatrice se devant notamment de garantir la continuité de ce service public qui intéresse désormais un périmètre incluant 27 communes et une population de près de 68 883 habitants et de mettre en œuvre sur le Ressort Territorial de l'Autorité Organisatrice de Mobilité :

- un bouquet de services, notamment :
 - des lignes régulières urbaines et périurbaines (dont les services à vocation scolaire)
 - des services de Transport A la Demande dont les lignes sont commercialement intégrées et complémentaires aux lignes régulières,
 - un service de location de Vélos à Assistance Electrique
- l'exploitation de l'agence commerciale située place Charles de Gaulle
- la fourniture et le financement des moyens et équipements nécessaires à l'exploitation du service, notamment :
 - le matériel roulant pour l'ensemble des lignes,
 - les vélos et stations d'accroche,
 - les dépôts des véhicules,
 - les dispositifs d'alimentation en carburant ou en énergie des véhicules,
 - les équipements embarqués (SAEIV, vidéo-surveillance, écrans ...) à l'exception du système billettique fourni par la collectivité,
 - les équipements informatiques, logiciels métier, logiciels généralistes, site internet...
 - le système de réservation pour le Transport A la Demande
- l'adaptation continue de l'offre de service
- l'administration du système billettique et sa maintenance de 1^{er} niveau
- toutes les opérations relatives à l'information et la promotion du réseau
 - la gestion et l'animation des points d'information-vente,
 - la réalisation de différents supports d'information de type guide horaire, plan de réseau, site internet...,
 - la gestion des réclamations,
 - la réalisation d'actions commerciales et de promotion du réseau,
 - l'entretien des poteaux d'arrêts, ainsi que l'affichage des horaires,
 - la création des cartes de transport pour tous les types d'usagers,
 - la mise en place et la vérification du respect de la conformité au RGPD,
- le contrôle des voyageurs
- la promotion de l'interopérabilité et de l'intermodalité
- l'assistance (développement commercial, innovation technologique...) et la réalisation des études et enquêtes nécessaires à l'adaptation de l'offre de service

Cette continuité de service s'accompagnerait également des objectifs suivants :

- améliorer la performance économique du réseau de transport en commun (coûts de production, grille tarifaire)
- améliorer la performance commerciale (adaptation de la desserte et développement de la fréquentation)
- s'engager dans une trajectoire de transition écologique adaptée

Parmi les modes de gestion envisageables par la Communauté d'Agglomération figure, comme c'est le cas aujourd'hui, le contrat de délégation de service public.

Or, conformément à l'article L.1411-4 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), « Les assemblées délibérantes des collectivités territoriales, de leurs groupements et de leurs établissements publics se prononcent sur le principe de toute délégation de service public local après avoir recueilli l'avis de la commission consultative des services public locaux. Elles statuent au vu d'un rapport présentant le document contenant les caractéristiques des prestations que doit assurer le délégataire ».

Dans ce cadre, le rapport, remis aux membres du Conseil Communautaire et annexé à la présente délibération, a pour objet de présenter les différents modes de gestion pour

l'exécution des services de transport public de personnes régulières et à la demande et permettre ainsi à l'assemblée délibérante de se prononcer, en toute connaissance de cause, sur le mode de gestion de son service public de transports urbains de personnes à compter du 1er janvier 2024 ainsi que sur les caractéristiques du futur contrat.

Il ressort de ce rapport que le mode de gestion le plus approprié au service public de transports urbains de personnes de Montélimar-Agglomération est, un contrat de délégation de service public à îlots concessifs (investissements principaux pris en charge par le délégataire et perception des recettes d'exploitation par ce dernier qui assume le risque industriel et commercial du service) avec contribution financière forfaitaire pour compenser les obligations imposées à son délégataire pour un service public structurellement déficitaire.

Au regard, notamment, des renouvellements et investissements demandés aux candidats, la durée du contrat de concession sera de 7 ans et la valeur du contrat de concession sera nécessairement supérieure au seuil européen publiée au Journal officiel de la République française le 1^{er} janvier 2022, soit 5 382 000 euros HT.

Le Conseil communautaire, à l'unanimité, DÉCIDE :

Vu le règlement (CE) n°1370/2007 du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2007 relatif aux services publics de transport de voyageurs par chemin de fer et par route, et abrogeant les règlements (CEE°) n°1191/69 et (CEE) n°1107/70 du Conseil,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.5211-1, L.5211-2, L.5211-9, L.1411-1 à L.1411-18,

Vu le Code des transports et notamment son article L.1221-3,

Vu le Code de la commande publique,

Vu le rapport de présentation sur le principe de délégation du service public de transports urbains de personnes présentant notamment les divers modes de gestion et les caractéristiques que devra assurer le délégataire,

Vu l'avis de la commission consultative des services publics locaux du 14 novembre 2022,

Après avoir entendu l'exposé précédent,
Après en avoir délibéré,

D'APPROUVER le principe de délégation du service public de transports urbains de personnes de Montélimar-Agglomération suivant le mode de gestion et les caractéristiques contractuelles présentés ci-dessus et dans le rapport de présentation joint à la présente ;

D'AUTORISER Monsieur le Président à engager toutes démarches et à prendre toutes décisions utiles à l'exécution de la présente délibération en particulier pour la mise en oeuvre et le bon déroulement de la procédure de publicité et de mise en concurrence, notamment :

- Lancer la procédure de publicité permettant la présentation d'offres concurrentes pour l'exploitation de cette concession de service public, conformément aux articles L.1411-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et aux dispositions du Code de la Commande publique relatifs aux contrats de concession.

- Mener les négociations en vue de la sélection du ou des opérateurs économiques et l'attribution de la convention de concession de service public mobilité à contribution financière forfaitaire sur le territoire de Montélimar-Agglomération. La collectivité concédante se réserve néanmoins la possibilité d'interrompre la procédure pour motif d'intérêt général en particulier dans l'éventualité où le fruit de la mise en concurrence ne produirait pas de résultats favorables aux usagers du service ou à l'intérêt du service.

- Signer tous documents et actes utiles nécessaires à la mise en oeuvre de la procédure.

DE CHARGER Monsieur le Président ou son représentant de signer tous les documents afférents et de prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération qui peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Grenoble dans un délai de deux (2) mois à compter de sa transmission au représentant de l'État dans le département et de sa publication.

Ainsi fait et délibéré les jour, mois et an que dessus,

POUR EXPÉDITION CONFORME

Fait à la Communauté d'Agglomération le 08 décembre 2022

Julien CORNILLET
Président

Valérie ARNAVON
Secrétaire de séance

